



LES ÉLU·ES VEULENT LA PEAU DES DG ET DES ARS, LECORNU SACRIFIE LES MISSIONS ET LES AGENT·ES !

Ce vendredi 14 novembre, aux assises des départements de France, le premier ministre a enterré les ARS !

Qu'a dit le premier Ministre ? Devant les élus des départements, le premier ministre a **remis en question le rôle des ARS dans la planification des soins de proximité**, en affirmant que « *les conseils départementaux [...] peuvent le faire* », et annoncé une « **réforme en profondeur** » des ARS ! Les grandes missions pourraient être réparties entre les conseils départementaux (médico-social, politiques des soins de proximité) et les préfetures (la part régaliennne du sanitaire, les analyses de l'eau, la gestion des grandes épidémies). Il s'agirait :

- **d'un dépeçage des ARS dont on voit mal comment elles pourraient perdurer dans leur périmètre actuel ;**
- **d'une décentralisation partielle des missions et une rupture d'égalité de traitement sur le territoire, entraînant un risque de transfert forcé des moyens et donc des personnels.**

DES ANNONCES QUI CRÉENT DE LA CONFUSION

Le 7 juillet dernier la CGT alertait déjà sur les conséquences du rapport sénatorial recommandant de « *transférer les missions des agences régionales de santé (ARS) aux services déconcentrés aux niveaux régional et départemental.* » La CGT dénonce aujourd'hui la forme comme le fond de ces nouvelles annonces, qui semblent avoir pris de cours jusqu'à la ministre de la Santé. Cette dernière s'est fendue, dans la foulée, d'une lettre aux directeurs généraux d'ARS pour tenter de les rassurer, mais **n'a pas été capable d'en adresser une aux agent-es** (ni aux organisations syndicales d'ailleurs). De son côté, la ministre tente de rassurer en expliquant que « *les évolutions de l'organisation territoriale seront progressives et attentives aux enjeux humains, statutaires et sociaux de vos équipes* ». Personne ne peut croire à ce schéma optimiste alors que le premier ministre n'a pas pris la peine de consulter sa ministre avant de lancer sa « *réforme en profondeur des ARS* ».

D'ores et déjà, ce sont des **collègues inquiet·ètes** qui se sont tourné·es vers la CGT pour tenter d'en savoir un peu plus. Car à n'en pas douter, si ce projet venait à être mis en œuvre, ce sont bien nous, les agent-es, qui en paierions en premier la facture.

LA FIN DES DÉLÉGATIONS DÉPARTEMENTALES DES ARS ?

Les déclarations du premier ministre laissent entendre le transfert des politiques de proximité (médico-sociales, organisation des soins et politiques de santé environnementale) aux Conseil départementaux et aux préfetures. Ce qui reviendrait à supprimer la plupart des délégations départementales et à remettre en question l'existence des plus « petites » ARS.

À aucun moment le discours du premier ministre n'évoque le devenir des agent-es. Si, par expérience, on peut estimer qu'une partie des agent-es pourraient suivre leurs missions, il est impossible de connaître le sort qui sera réservé aux agent-es sous contrat et aux agent-es de l'assurance maladie. À se demander si le Gouvernement connaît leur existence.

Le premier ministre annonce donc une réforme en profondeur, mais ne **l'aborde seulement qu'en surface**, laissant pour l'heure une quantité de questionnements sans réponses.

UNE MOBILISATION NÉCESSAIRE DES AGENT·ES

La CGT appelle les agent-es des ARS à se mobiliser en participant en nombre aux assemblées générales qui seront prochainement organisées par la CGT ou par l'intersyndicale. Nous y discuterons ensemble de la situation et des différentes actions qui pourraient être envisagées pour **envoyer un message fort au gouvernement : celui de ne pas être sacrifié·es et de poursuivre nos missions sous la compétence de l'État, avec des moyens à la hauteur des besoins de la population.**

Mobilisons-nous ! Fonctionnaires, contractuel·les et agents de la sécurité sociale, pour défendre nos conditions de travail, nos moyens et nos missions.

